ottps://www.assemblee-nationale.fr/dvn/16/questions/OANR5I 160F13179

16ème legislature

Question N°: 13179	De Mme Virginie Duby-Muller (Les Républicains - Haute-Savoie)	Question écrite	
Ministère interrogé > Intérieur et outre-mer		Ministère attributaire > Intér	Ministère attributaire > Intérieur et outre-mer	
Rubrique >sports	Tête d'analyse >Violences en marge match OM-OL le 29 octobre 2023	du Analyse > Violences en marg le 29 octobre 2023.	e du match OM-OL	
Question publiée au JO le : 21/11/2023 Réponse publiée au JO le : 09/04/2024 page : 2852 Date de changement d'attribution : 12/01/2024				

Texte de la question

Mme Virginie Duby-Muller interroge M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer sur les violences qui ont eu lieu le 29 octobre 2023 en marge du match de ligue 1 OM-OL. Ce match qui devait être une vitrine pour le championnat de France de football a fait le tour du monde pour les graves évènements qui ont eu lieu avant la rencontre. Dans un premier temps, le car qui amenait les joueurs et le staff lyonnais a été visé par une attaque ciblée et préméditée par des dizaines d'individus se revendiquant supporters de l'OM. Les jets de projectiles, dont des bouteilles en verre et des pierres, ont complètement détruit les vitres du car et l'entraîneur de l'OL, Fabio Grosso et son adjoint, Raffaele Longo, ont été physiquement blessés au niveau du visage. Quelques minutes plus tard, ce sont les cars qui amenaient les supporters lyonnais au stade qui ont été pris pour cible et des supporters ont été blessés. Des membres des forces de l'ordre ont également été blessés. Après ces évènements, le procureur de Marseille et la préfète de police des Bouches-du-Rhône ont expliqué qu'il n'y avait aucune défaillance de la part des autorités. Malheureusement, ce n'est pas la première fois que l'on voit ce genre d'images en marge d'un match de football à Marseille. Cette situation appelle donc à s'interroger sur le niveau d'escorte de police mis en place, concernant le choix de l'itinéraire pour se rendre au stade, ainsi que nombre de forces de l'ordre mobilisées pour un match à risque. Cette soirée dramatique pour l'image de la France appelle une réponse ferme de l'État. Alors que la Coupe du monde du rugby s'est parfaitement bien déroulée et que la France accueillera l'été 2024 le plus grand évènement sportif mondial, il convient de faire toute la lumière sur ces tristes évènements pour assurer la sécurité des spectateurs. Par conséquent, elle souhaite connaître le dispositif de sécurité mis en place pour assurer la sécurité de cette soirée, qui a manifestement été défaillant avec comme conséquence des blessures graves pour les membres du staff lyonnais et parmi les supporters lyonnais ainsi que le report de la rencontre.

Texte de la réponse

À l'occasion du match prévu le 29 octobre 2023 entre le club de football de l'Olympique de Marseille (OM) et le club de football de l'Olympique lyonnais (OL), 600 supporteurs lyonnais ont été autorisés à effectuer le déplacement. En 2022 déjà, après plusieurs années d'interdiction en raison d'un antagonisme entre les supporteurs des deux équipes, le déplacement avait été autorisé et s'était déroulé sans incident. Afin de préparer au mieux cet événement sur le plan de l'ordre public, de nombreuses réunions de préparation ont été organisées, notamment avec les clubs de supporteurs des deux équipes. La Division nationale de lutte contre le hooliganisme (DNLH) de la Direction nationale de la sécurité publique (DNSP) avait classé ce match, en matière de risques, au « niveau 4 »

https://www.assemblee-pationale.fr/dvn/16/guestions/QANR5L16QF13179

ASSEMBLÉE NATIONALE

(risques avérés de troubles à l'ordre public liés à un contentieux chronique entre supporteurs ou à la présence avérée de supporteurs à risque). Pour assurer la sécurité de la rencontre, 4 unités de forces mobiles étaient engagées sur le dispositif de sécurisation du match, avec au total près de 500 policiers mobilisés. Outre les missions de fluidité de la circulation et d'escorte des autocars des équipes et des supporteurs, il était également prévu une sécurisation des abords du stade et de l'arrivée des autocars. Le dispositif de protection et de sécurisation des autocars à leur arrivée prévoyait une zone neutralisée et étanche, interdisant tout contact entre les supporteurs et les autocars. Les supporteurs lyonnais étaient attendus à 16h30 sur une aire de repos de l'autoroute A7 à Lançon-de-Provence, pour un départ à 17h, sous escorte policière, l'objectif étant une arrivée au stade préalable à celle des regroupements de supporteurs marseillais et des embarras de circulation. Les supporteurs lyonnais étant arrivés à 18h, le convoi est parti à 18h15, avec retard important par rapport à l'horaire initialement prévu. Le stade Orange Vélodrome, implanté au cœur de Marseille, a une capacité de plus de 67 000 places. Plusieurs centaines de Marseillais ont commencé à converger vers le stade pour assister à la rencontre. Un premier rassemblement de supporteurs aux abord de ce périmètre a été dispersé. En raison de travaux sur la chaussée pouvant perturber la fluidité du déplacement des autocars et des supporteurs sur l'itinéraire initial, il a été décidé de recourir à un itinéraire alternatif. Quelques supporteurs se sont alors positionnés à proximité du carrefour de la Pugette, quelques minutes avant l'arrivée de l'autocar des joueurs, et ont lancé des projectiles en direction du véhicule. Malgré la présence d'une escorte policière, de points de circulation tenus par des policiers et l'arrivée rapide de renforts, deux vitres ont été dégradées et une autre a été cassée. Des éclats de verre ont blessé le coach et son adjoint. Les autocars des supporteurs sont arrivés peu de temps après. L'escorte, composée d'une compagnie républicaine de sécurité (CRS), a dû intervenir pour mettre fin à des jets de projectiles et à des affrontements entre les supporteurs des deux clubs. Au total, 9 personnes ont été interpellées. Ces interpellations ont donné lieu à, notamment, 3 déferrements, 1 ordonnance pénale délictuelle et 2 avertissements pénaux probatoires. Huit enquêtes ont été ouvertes (dégradations de bien privé, jets de projectiles présentant un danger pour les personnes, violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique, rébellion, etc.).